

la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19^e-20^e

APPLE DOIT RENDRE L'ARGENT !

Le lundi 13 mars, trente militant·e·s d'Attac ont opacifié la vitrine de l'Apple Store de Saint-Germain-des-Prés, en la recouvrant de blanc de Meudon. Ils dénonçaient l'opacité financière et l'évasion fiscale pratiquées par la marque à la pomme pour échapper à l'impôt dans les pays où elle vend ses ordinateurs, smartphones et autres objets connectés. En 2016, la Commission européenne a déjà condamné Apple à rembourser 13 milliards d'euros à l'Irlande.

En effet, par divers accords fiscaux passés avec ce pays, Apple a réussi l'exploit de payer entre 2% et 0,005% d'impôt sur les sociétés pour l'ensemble de ses activités européennes. Pour Annick Coupé, secrétaire générale d'Attac, «*Apple détenait, en 2016, 215 milliards de dollars sur des comptes offshore. Des sommes colossales qui échappent à la fiscalité des pays dans lesquels la multinationale exerce réellement ses activités.*»

Pour lutter contre l'opacité financière, la société civile se mobilise depuis des années en faveur du «*reporting pays par pays*», soit l'obligation pour les multinationales de rendre publics le nombre de filiales, le chiffre d'affaires, les profits et le nombre d'employés dans tous les pays où elles sont implantées.

En pleine période électorale, alors que des candidat·e·s promettent de diminuer le nombre de fonctionnaires, de couper les vivres aux collectivités locales ou de reculer encore l'âge de la retraite parce que «*les caisses de l'État sont vides*», nous voulons démontrer que de l'argent, il y en a beaucoup, accumulé et dissimulé par les plus riches et les multinationales. Or, il est possible, par des mesures balisées et crédibles, mises en œuvre par un gouvernement volontariste poussé par les mouvements citoyens, de récupérer 200 milliards d'euros par an.

Qu'elle soit légale ou illégale, l'évasion fiscale, qui permet aux multinationales et aux personnes fortunées d'échapper au paiement de leur juste part d'impôts, est une pratique de plus en plus insupportable pour une majorité de la population. C'est pourquoi, dès le samedi 1^{er} avril, une série d'actions sera menée partout en France, notamment dans le cadre de la semaine mondiale d'action contre les paradis fiscaux #EndTaxHavens.

Ciné-débat

« LA SOCIALE »

Un film documentaire de Gilles Perret (84 mn, 2016)

Jeudi 30 mars à 19 h

Centre d'animation Ken Saro-Wiwa

63, rue de Buzenval, Paris 20^e - Métro Buzenval (ligne 9)

Projection suivie d'un débat avec des membres de l'association Réseau salariat



En 1945, au lendemain de la guerre, le Gouvernement provisoire de la France votait les ordonnances promulguant les champs d'application de la Sécurité sociale. Ces lois assuraient la couverture des soins nécessaires à la santé, dont une bonne partie de la population ne pouvait jusqu'alors bénéficier faute de moyens financiers. Conséquence : les malades retardaient les demandes de consultation, ce qui entraînait des soins plus lourds.

En outre, ces lois contribuaient à assurer à chacun un revenu en cas d'interruption de l'activité professionnelle pour différentes raisons : accident du travail, maladie, chômage ou vieillesse. Le principal initiateur de cette évolution se nommait Ambroise Croizat, que beaucoup ont oublié de nos jours.

À VOS AGENDAS !

Journée d'audition des candidats à l'élection présidentielle

Jeudi 30 mars, de 9 h à 18 h à l'AGECA, 177 rue de Charonne - Paris 11^e

Le collectif Les Jours Heureux a proposé aux candidats de s'engager sur 25 mesures prioritaires pour une transition écologique, sociale et démocratique.

Journée mondiale de la santé - Place de la République - 18 h - 00 h

Vendredi 7 avril - Débats, restauration, jeux, concert.

Semaine d'actions contre l'évasion fiscale

Un an après le scandale des «Panama Papers»

Samedi 1^{er} avril - Actions contre les multinationales et les banques.

Mecredi 5 avril - Actions contre certains Mac-Donald au moment des « Happy Hours ».

Soyez vigilants, surveillez les médias et les réseaux sociaux !

ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques. Elle est présente dans plus de quarante pays.

Site Attac France : www.france.attac.org

Pour connaître le comité local le plus proche de chez vous : local.attac.org

Comité local 19^e-20^e :

attacparis19-20@attac.org ou
1-3 rue Frédérick-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes :
<http://attac-paris19-20.org/>

ENTRÉE
LIBRE

LES SERVICES PUBLICS SE MEURENT

Quelques temps avant de mourir, en 1913, Stéphane Hessel, ancien résistant, affirmait qu'il « nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers : pas cette société des sans-papiers, des expulsions, des soupçons à l'égard des immigrés, pas cette société où l'on remet en cause les retraites, les acquis de la Sécurité sociale, pas cette société où les médias sont entre les mains des nantis, toutes choses que nous aurions refusé de cautionner, si nous avions été les véritables héritiers du Conseil national de la Résistance ».

Le programme du Conseil national de la Résistance (CNR), adopté le 15 mars 1944 et intitulé « *Les Jours heureux* », détaillait « un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, [...] et une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ». Ainsi naquit la Sécurité sociale !

Malheureusement, depuis les années 1980, au nom d'un libéralisme économique qui avance masqué, cette belle idée a sombré. À l'esprit démocratique, responsable, collectif et solidaire des résistants, notre société a substitué la cupidité, la compétition de tous contre tous, la concentration des pouvoirs entre quelques mains.

La Poste? Des guichets en supérette

Ainsi du secteur de la santé. Les déserts médicaux progressent partout. Les professionnels (médecins, spécialistes, para-médicaux) sont surmenés. Les délais d'attente pour un rendez-vous s'allongent, entraînant des difficultés d'accès aux soins, et les dépassements d'honoraires renforcent les inégalités sociales face à la maladie. Sans oublier la surcharge de travail des personnels hospitaliers, qui a récemment conduit deux d'entre eux au suicide.

Les franchises et autres forfaits font peser sur les malades un reste à charge non remboursé qui ne cesse d'augmenter et le renoncement aux soins touche près d'un quart de la population. Les compléments santé occupent le terrain pour des tarifs de plus en plus chers avec des frais de fonctionnement trois à quatre fois plus élevés que la Sécu. Pour autant, la santé n'est pas la seule victime de la politique d'austérité : tous les services publics sont visés.

Ainsi du service postal. Sa destruction, entamée il y a une dizaine d'année en zone

rurale, gagne maintenant les grandes villes. La Poste se targue d'avoir 17 000 « *points de contact* » (en fait, il s'agit d'une obligation légale qui lui est faite, puisqu'elle reste, en principe, un service public relevant de l'État). Cependant, la moitié seulement de ces « *points* » sont de vrais bureaux, les autres n'étant que des guichets implantés dans des mairies ou des supérettes, où seuls les services rudimentaires sont assurés par des employés dont ce n'est pas l'activité principale et qui n'ont ni le temps, ni la compétence pour offrir un service de qualité.

La Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics (<http://www.convergence-sp.org>) a décidé, lors de ses assises de novembre dernier, d'élaborer des propositions pour des services publics à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle. Tout récemment, devant l'urgence, elle a aussi lancé un Collectif poste (<http://www.collectifposte.org/>).

L'argument présenté par La Poste pour ces fermetures (car à chaque « *relais postal* » installé dans un commerce répond une fermeture de bureau) est celui d'une baisse de la fréquentation ou de la rentabilité des bureaux fermés. En fait, ce qui préside à cette sape du service postal est bien un souci de rentabilité, mais dans une logique bancaire qui fait l'impasse sur la mission

de service public. Depuis la création de la Banque Postale, en 2006, le discours sur la rentabilité – ou plus exactement sur les profits – est devenu de plus en plus agressif en interne (voir le site du groupe La Poste, qui tend désormais à vendre des assurances-vies plutôt qu'à assurer un service), tandis que la communication à l'égard des usagers promet benoîtement que tout change pour le mieux.

Vers une société du bien-vivre

Face à cette dérive, des femmes et des hommes, animés par l'esprit des résistants, veulent mettre fin à la période de doutes, de crainte du lendemain, de découragement, parfois de désespoir que vivent aujourd'hui beaucoup d'entre nous. De cette volonté est né le mouvement #LesJoursHeureux (auquel participe Attac France) qui a publié un ouvrage collectif, « *Et nous vivrons des jours heureux* » (Actes Sud), et qui travaille à l'élaboration des mesures prioritaires pour une transition vers une société du bien-vivre. Pour participer à cette initiative : <http://les-jours-heureux.fr/>

Prenons notre destin en mains pour faire advenir une société du bien-vivre. Ensemble, conjuguons nos actions pour faire des services publics un enjeu sociétal et environnemental majeur !

ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ NOUS...

Le bureau de poste du 118 rue de Crimée, dans le 19^e, devait fermer ce mois-ci (prétexte : une baisse de fréquentation de 3,5%). Un « Relais Poste Urbain » est déjà en place au Carrefour City de l'avenue de Flandre : affranchissement, « prêt à poster »... Personne, dans ce quartier très populaire, pour aider les usagers dans leurs démarches. Pourtant, grâce à la forte mobilisation des habitants et des commerçants du quartier, la fermeture a été reportée à la mi-mai. Le collectif « Défendre La Poste dans le 19^e » a recueilli plus de 3000 signatures. En tout état de cause, la future ouverture du bureau du quartier Rosa Parks ne pourra jamais absorber les demandes du quartier Curial/Crimée, situé à un kilomètre environ. De plus, comme dans tous les nouveaux bureaux, il s'agira de mise à disposition d'automates. La convergence avec les autres collectifs, comme celui de La Poste du boulevard Mortier, dans le 20^e, sera nécessaire pour aller jusqu'au retrait du projet de fermeture de Curial/Crimée.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Email.....

J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €..... 13 € - de 1600 à 2300 €..... 65 €
 de 450 à 900 €..... 21 € - de 2300 à 3000 €..... 84 €
 de 900 à 1200 €..... 35 € - de 3000 à 4000 €..... 120 €
 de 1200 à 1600 €..... 48 € - au-delà de 4000 €..... 160 €

Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :

Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris